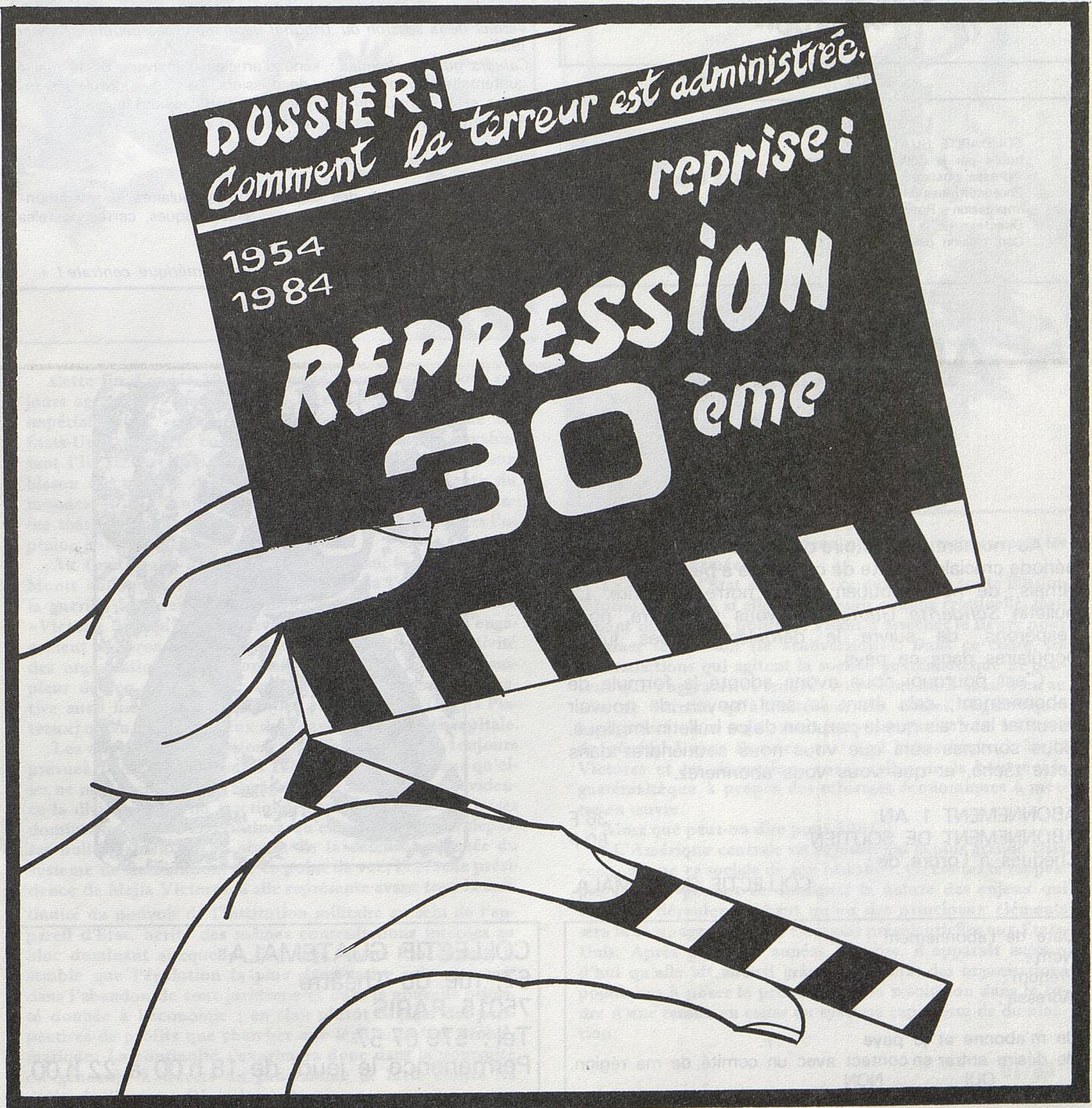


GUATEMALA

N° 23 - JANVIER-FEVRIER 1984

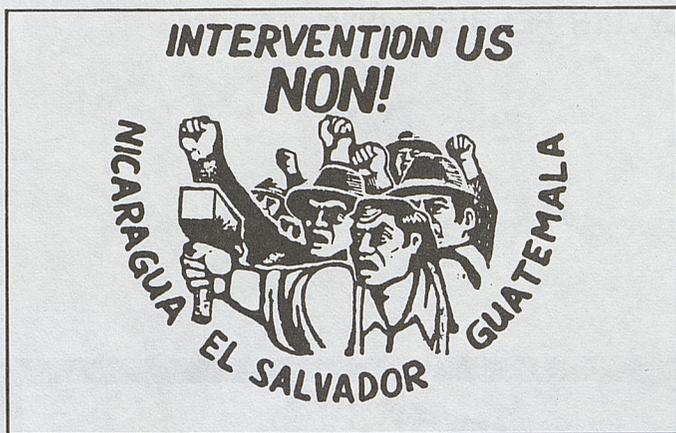


6 F



40 P. 12325

Le COLLECTIF GUATEMALA est une association dont le but est de promouvoir la solidarité, non pas avec une ou plusieurs organisations guatémaltèques, mais avec TOUS ceux qui luttent pour le renversement de la dictature, et pour l'instauration d'un gouvernement REVOLUTIONNAIRE, POPULAIRE et DEMOCRATIQUE.



SOLIDARITE GUATEMALA
publié par le Collectif Guatemala.
Adresse postale : 67, rue du Théâtre 75015 Paris.
Photocomposition : VRAC.
Impression : Rotographie, Montreuil (859 00 31)
Directeur de la publication : Hugues Cayzac
Commission paritaire n°65 146.

MATERIEL DISPONIBLE AUPRES DU COLLECTIF

Films 16 mm : *Images d'une dictature*. P. Mercadini, 1980, couleur, 32 mn.

Film vidéo : *le Chemin de Nebaj*. 1981, couleur, 55 mn ; deux formats : UMATIK KCA-60 et BHS.

Brochures :

Vingt ans de lutte (histoire récente du Guatemala, la politique de « disparitions », le rôle des Indiens dans la lutte, interviews des commandants de l'EGP, des FAR, de l'ORPA et du PGT-ND).
Verdict de la session du Tribunal permanent des peuples, janvier 1982.

Cahiers guatémaltèques : série d'articles d'analyses de la réalité guatémaltèque sous forme de dossiers. Le n° 1 s'intitule *les Indiens et la révolution* (cinq articles jusqu'aujourd'hui).

Brochure URNG. Recueil des textes 1983.

Bulletin : *Solidarité Guatemala*, bimestriel.

Publications diverses des organisations populaires et révolutionnaires. Affiches, autocollants, cassettes, disques, cartes postales et cartes dessinées, badges, etc.

Tee-shirts : « *USASSASSINS, Hors de l'Amérique centrale !* ».

ABONNEZ VOUS

Au moment où l'histoire du Guatemala est dans une période cruciale, la lutte de ce peuple a besoin, plus que jamais, de notre soutien et de notre solidarité. Ce bulletin *Solidarité Guatemala* vous permettra, nous l'espérons, de suivre le déroulement des luttes populaires dans ce pays.

C'est pourquoi nous avons adopté la formule de l'abonnement, cela étant le seul moyen de pouvoir assumer les frais que la parution de ce bulletin implique. Nous sommes sûrs que vous nous soutiendrez dans cette tâche, et que vous vous abonnerez.

ABONNEMENT 1 AN	36 F
ABONNEMENT DE SOUTIEN	60 F

Chèques à l'ordre de :

COLLECTIF GUATEMALA.



Date de l'abonnement :
Nom :
Prénom :
Adresse :

Je m'abonne et je paye F.
Je désire entrer en contact avec un comité de ma région.
OUI NON

COLLECTIF GUATEMALA

67, rue du Théâtre
75015 PARIS

Tél : 579 67 57

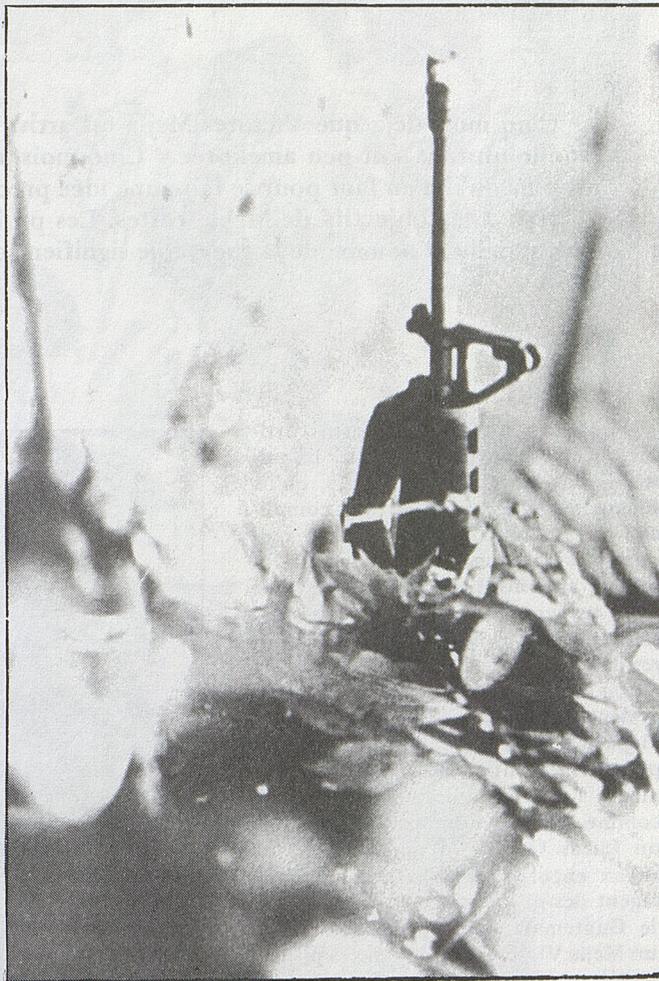
Permanence le jeudi de 18 h 00 à 22 h 00.



Cette fin d'année 1983 est venue nous rappeler, sous ses jours agressifs et manipulateurs, la réalité de l'intervention impérialiste en « méditerranée américaine », zone que les États-Unis considère comme leur chasse gardée. En envahissant l'île de Grenade, le président Reagan redorait et son blason électoral et celui de l'armée « la plus puissante du monde » et ce à moindre frais ; le coup des Malouines comme thérapie contre le syndrome vietnamien dirigée vers l'opinion publique et la presse américaines.

Au Guatemala, il y a tout juste un an, le général Rios Montt annonçait sur un ton triomphaliste l'élimination de la guérilla à travers le lancement de la campagne militaire « Victoria 82 » qui devait servir de base permissive à l'engagement du processus de démocratisation. Depuis, l'activité des organisations révolutionnaires est venue rappeler l'ampleur de son échec par le maintien d'une présence combative aussi bien dans les zones les plus touchées (Hauts Plateaux) qu'au centre nerveux du pouvoir militaire, la capitale.

Les élections au Salvador et au Guatemala sont toujours prévues pour le mois de mars 1984, mais les processus qu'elles ne manqueront pas d'engager mettront encore en évidence la division issue du fractionnement structurel des classes dominantes centro-américaines qu'elles n'arrivent à dépasser politiquement qu'au niveau de la défense acharnée du système de domination. De ce point de vue, l'actuelle présidence de Mejia Victores si elle représente avant tout la continuité du pouvoir de l'institution militaire au sein de l'appareil d'État, hérite des mêmes contradictions internes au bloc dominant auxquelles s'est déjà heurté Rios Montt. Il semble que l'évolution la plus significative soit contenue dans l'abandon de tout juridisme et dans la nouvelle priorité donnée à l'économie ; en clair plutôt dégager des perspectives de profits que chercher une légitimité fort problématique. La continuité s'exprimera donc dans la poursuite du génocide à travers un programme de lutte contre les droits de l'homme. (Voir dossier).



Ainsi les tribunaux spéciaux ont été supprimés mais les sentences confirmées.

Le conseil d'État supprimé : ce qui élimine toute illusion réformiste même si elle apparaissait comme criminelle, légitimant de fait une politique visant à assécher le fleuve pour éliminer le poisson (la « subversion »). Dans ce cadre, les contradictions qui agitent la société guatémaltèque ne peuvent que s'aggraver et trouver leur expression aussi bien au sein de l'armée qu'à l'intérieur des classes oligarchiques bourgeoises. A ce sujet, nous pouvons citer la mise à l'écart du général Lopez Fuentes, seul égal hiérarchique à Mejia Victores et les dissensions continues de la bourgeoisie guatémaltèque à propos des réformes économiques à mettre en œuvre.

Alors que peut-on dire pour 1984 ?

« L'Amérique centrale vit aujourd'hui la plus grande crise économique et sociale de son histoire ». Ce contexte rappelé par la BID permet de souligner la nature des enjeux qui vont s'y dérouler, sachant qu'un des principaux éléments sera la campagne pour les élections présidentielles aux États-Unis. Après plusieurs années de crise, il apparaît aujourd'hui qu'elle ait abouti grâce au combat des organisations populaires à poser le problème de sa résolution dans le cadre d'une remise en cause du système capitaliste de domination.

CONSTAT D'ECHEC

Cinq mois déjà que Victores Mejia est arrivé au pouvoir par un coup d'État. Alors ? La situation s'est-elle un tant soit peu améliorée ? Cinq mois pour se faire un opinion. Aujourd'hui, au Guatemala, c'est plus qu'il n'en faut pour se faire une idée précise des objectifs du nouveau régime.

Il y a les objectifs de Mejia, certes. Les problèmes aussi, et les contradictions. Mais, pour celui qu'on appelle «l'homme de la rue», que signifient ces cinq mois de dictature ?

Si Mejia semblait bien parti, l'arrivée va être bien plus difficile. La raison ? Ses amis, ses complices, qu'ils soient de vrais amis ou de faux complices, ont pris quelque distance par rapport à celui dont ils soutenaient les projets au lendemain du 8 août. Ainsi nous trouvons nous devant un régime toujours plus isolé et un Mejia Victores de plus en plus seul.

En effet, les groupes de pression qui avaient alors appuyé le coup d'État de Mejia Victores s'opposent de plus en plus fermement au nouveau gouvernement. Les contradictions s'aiguisent, comme elles ne l'ont jamais fait sous un Lucas Garcia ou un Rios Montt. Mieux encore : certains secteurs envisagent des perspectives politiques pour le Guatemala, bien différentes, et où un Mejia Victores n'aurait pas sa place...

UNE CRISE QUI S'INSTALLE...

On retrouve les mêmes difficultés qu'auparavant, les dissensions entre les divers secteurs du bloc dominant et le gouvernement sont celles qu'avait connu Rios Montt. Actuellement, le bilan de cinq mois de dictature ressemble étrangement à celui qui a pu être fait lors de la chute du président-prophète. On retrouve le même mécontentement chez les classes privilégiées qui se voient toujours menacées par une opposition sans cesse plus offensive et une crise économique qui s'aggrave imperturbablement.

Mais, il y a pire : Mejia Victores entreprend ouvertement des réformes fiscales qu'il sait complètement désapprouvées par ses «partenaires». Les propriétaires fonciers, les industriels, les commerçants, les agro-exportateurs, tous crient au scandale et à l'incapacité du régime à résoudre cette crise sans en faire sentir les effets aux moins atteints...

Les secteurs politiques y vont aussi de leurs critiques acerbes, voyant là,



Vos papiers, s'il vous plaît !

enfin, pour eux la possibilité de conquérir un pouvoir longtemps courtisé. La plus grande publicité est faite aux déclarations fracassantes d'un MLN* qui, non content de s'attaquer à un gouvernement qui selon lui ne respecte pas le mandat qu'il lui avait été confié (! ?), n'hésite pas à se réclamer de la plus ferme démocratie, et à faire part de ses projets pour lorsqu'il sera parvenu au pouvoir, par la voie d'élections on ne peut plus légales, soyons-en sûrs. Un MLN qui se vante d'avoir créé quatre Comités pro-partidaires en une seule soirée, et qui vise à remettre sur pied un front commun avec le PID, la CAN, la démocratie chrétienne et le FUN.

Pour tout dire, un front commun tel qu'il y en avait eu un pour s'opposer à Lucas Garcia au lendemain de sa fraude électorale du 8 mars 1982.

Et puis, il y a l'église catholique qui

ne supporte plus les crimes portant atteinte à ses membres et qui se fait plus radicale dans ses adresses au gouvernement. Il y a aussi une armée dont la cohésion s'effrite comme on ne l'a pas vu depuis longtemps... Les mutations de nombreux officiers par Mejia Victores sont la meilleure preuve de l'état de santé du régime. Les condamnations venant du monde entier s'accumulent. Seuls les États-Unis paraissent mesurer leur désapprobation vis-à-vis d'un régime qui montre des velléités encombrantes d'autonomie.

Pour l'instant, on ne relève qu'une seule différence entre ce régime et le précédent : Rios Montt a duré dix-sept mois, Mejia Victores n'est au pouvoir

*MLN : Mouvement de libération nationale, principale formation de l'extrême droite guatémaltèque.

«que» depuis cinq mois. Et la crise s'est approfondie...

...SURTOUT CHEZ LES PAUVRES

Les principales victimes de cette crise restent les mêmes : les riches deviennent moins riches, certes, et les pauvres plus pauvres. Au vu de la fuite effrénée des capitaux guatémaltèques en direction des banques nord-américaines, qu'on est en droit de penser que pour ce qui les concerne, les possédants ne sont pas au bout de leurs ressources. L'«homme de la rue», lui, subit de plein fouet les conséquences d'une économie se délabrant d'un jour sur l'autre. Conséquences qu'il ressent quotidiennement.

Pour ces douze derniers mois, le produit national brut guatémaltèque (PNB) a chuté de 3,5%. Les conditions de vie ne cessent d'empirer. Un exemple parmi d'autres : le chômage. En octobre 1983, il touchait 43% des 2,2 millions d'habitants qui forment la population active. Pour janvier 1984, c'est-à-dire deux mois après, Carlos Padilla Natareno, ministre du Travail (! ?), prévoit 68% de travailleurs sans emploi : «Il y aura en janvier 1.503.065 chômeurs, et très peu d'entre eux trouveront un travail d'appoint.»

Mis à part la certitude que ce chiffre reste encore bien en dessous de la réalité, on peut noter aussi que, parallèlement à une baisse substantielle du pouvoir d'achat, l'augmentation des prix s'accélère, concernant y compris les produits dits de première nécessité. Ainsi, pour chaque travailleur dont l'emploi demeure précaire et le salaire de misère, combien d'autres n'ont plus aucune source de revenus, ni même «un travail d'appoint», comme le déclarent pudiquement certains ?

Ce qui n'empêche aucunement, et loin de là, le gouvernement de prévoir l'augmentation des budgets de la Défense et de l'Intérieur pour 1984. Pour cette année à venir, les dépenses militaires atteindront certainement le seuil du milliard et demi de dollars...

Si le régime ne se préoccupe guère



Sans commentaires...

des conditions de vie de ses concitoyens, il est par ailleurs particulièrement soucieux de trouver les moyens d'exercer sa politique de terreur. La peur et la terreur font, elles aussi, le quotidien des Guatémaltèques.

Celui qui n'est pas apparu dans les colonnes de la presse nationale mentionnant les 71 personnes assassinées, enlevées ou sequestrées entre le 17 octobre et le 3 novembre 1983, aurait pu se trouver parmi les trois morts et seize blessés causés par les forces de l'ordre ouvrant le feu à deux reprises, le 28 novembre, dans les quartiers centraux de la capitale. Ayant réchappé d'un des massacres commis par l'armée dans les campagnes, il aurait pu aussi être assassiné en plein jour le 25 décembre, comme l'a été Leonel Carrillo Reves, ancien recteur de l'Université de San-Carlos.

Les enfants eux-mêmes sont des victimes en puissance. La police n'a pas

hésité à torturer Alejandro Cipriano, âgé seulement de onze mois, alors qu'il avait été enlevé avec sa famille à la mi-novembre. Se promener au petit matin dans les rues peut amener à des spectacles macabres, comme celui du cadavre de Marta Yolanda Cabrera, enceinte de cinq mois, découverte le 7 décembre, portant des blessures à l'arme blanche au ventre et à la poitrine.

Chacun, chacune, a toutes les raisons de craindre d'être un jour enlevé, emprisonné, torturé ou tué par les forces gouvernementales. La répression n'épargne personne, et être soupçonné de «subversion» suffit à mettre votre vie en danger.

Faire le bilan de cinq mois de gouvernement Mejia Victores et en tirer un constat d'échec est une chose, comprendre que cela implique et signifie le génocide quotidien d'un peuple en est une autre. Les deux sont inséparables. ■

NOUVELLES DES FRONTS

«La Guerre des Mayas» est le premier document filmé dans les maquis guatémaltèques. Jean-Marie SIMONET qui a réalisé ce projet, répond ici à quelques questions que nous lui avons posées sur cette expérience :

Collectif : *Qu'est-ce qui t'a amené à aller filmer la guérilla au Guatemala?*

J.M. S. : J'étais essentiellement dans les zones de guerre. Au Guatemala, on est dans une guerre : pas une guerre de nomades, une vraie guerre ! Avec des commandos, des fronts, des États Majors. Dans toute guerre, à fortiori dans une guerre interne, la population civile qui n'a pas pris parti officiellement, se trouve apparemment coincée entre les belligérants. Mais il faut toujours se poser la question de savoir si une population qui n'a pas pris parti officiellement le fait volontairement, ou parce qu'elle ne peut pas faire autrement. C'est peut-être la seule solution pour elle de survivre dans cette situation. Les guérilleros ont tort d'appeler les villages protégés par l'armée les «bandas». Les guérilleros de base, pas certains cadres que j'ai rencontrés, qui, eux, rectifient cette erreur au sein même de leurs organisations. Considérer comme des «bandes armées» toute la population qui n'a pas rejoint la guérilla est extrêmement dangereux. C'est une erreur pour l'avenir et on risque d'avoir des surprises très importantes. On sait déjà que les généraux du Guatemala ne fournissent plus d'armes aux patrouilles civiles (formées de façon forcée à partir des «bandas») : On leur donne des armes le matin et on les reprend le soir. On ne leur donne pas des fusils automatiques et pas de munitions. Il est certain que la guérilla et le mouvement populaire ont des éléments à l'intérieur même de ces «bandas». Ils n'ont pas pu faire autrement que d'y être et en ont profité pour apprendre le maniement d'armes. Il n'y a pas de raisons pour que les organisations qui s'opposent à la dictature aient des implantations dans tout le spectre de la société et pas à l'intérieur même des villages occupés où il y a eu des relations traditionnelles et séculaires. Il y a certains éléments de la population qui se sont retrouvés coincés, c'est vrai. Il y en a beaucoup qui ont fui comme réfugiés au Mexique. Mais lorsqu'on interviewe ces gens-là en leur demandant : «qui fuyez-vous ?» Ils répondent toujours : «l'armée qui nous tue». Du côté mexicain, je n'ai jamais entendu de réfugiés dire que c'était la

guérilla qui venait les assassiner. Il est vrai que le gouvernement guatémaltèque a montré dans quelques ha-maux stratégiques des éléments apparemment ralliés au régime à des délégations étrangères, pour dire qu'une partie de leur famille avait été assassi-



née par la guérilla. Ce n'est pas impossible. Dans une guerre, il se passe beaucoup de choses. Qui est dans la guérilla ? Qui n'y est pas ? Quand la guérilla est tellement mêlée à la population, il est extrêmement facile pour l'armée de considérer toute personne abattue même à tort, comme membre de la guérilla et toute personne apparemment contrôlée comme n'étant pas membre de la guérilla. Il m'a plutôt semblé en conclusion, que la majorité de la population apportait son appui à la lutte contre le régime, chacun selon ses possibilités objectives.

C. : *Dans la presse, on nous présente la population civile au Guatemala comme prise entre deux feux : l'armée et la guérilla. Dans quelle mesure peut-on dire que la population civile est «l'eau dans laquelle nage le poisson» ?*

Jean-Marie SIMONET : Ce qui était intéressant pour un journaliste, c'est que personne n'y était encore allé. Après avoir rencontré un certain nom-

bre d'intellectuels, de militants, il m'est apparu que la situation guatémaltèque avait des caractéristiques particulières qui la différenciait des autres guérillas d'Amérique Centrale : elle représente pour la première fois la possibilité pour une ethnie majoritaire indienne, de faire face à un devenir historique qui apparaissait comme bouché sur le reste du continent.

L'importance se situe au niveau historique : c'est la première fois que se soulèvent des gens considérés jusqu'à présent comme inexistantes, dans un des pays où la dictature est la plus barbare. On cite en effet souvent le Guatemala comme l'exemple même d'une «dictature bananière». Or, contrairement aux Indiens d'Amazonie, les Indiens du Guatemala ont vécu des périodes historiques importantes : ils sont les descendants de la Civilisation Maya !

Ma curiosité a donc été attirée vers ce pays, dont les nouvelles, à l'époque *, annonçaient la disparition de la guérilla, ainsi que les effets positifs de la politique de droits de l'homme menée par ce militaire religieux qu'était Rios Montt ; la question se posait même au Congrès américain de renouveler les aides militaires et financières au régime.

C'était aussi pour moi, l'enjeu stratégique que représentait le Guatemala : ses frontières avec le Mexique et le fait que ce sont les mêmes gens qui y habitent de part et d'autre, font que l'importance stratégique du Guatemala, si elle est sous-estimée ailleurs, est loin de l'être par les États-Unis.

Un dernier point important à souligner, c'est que venait de s'opérer l'unification des quatre organisations de guérilla dans un projet politique commun, ce qui représentait la première alternative crédible.

*avril 1982

C. : *La participation des Indiens dans le processus révolutionnaire apparaît-elle de manière consciente ?*

J.M. S. : Même si je ne me suis déplacé que dans des zones réduites, et si je n'ai rencontré les gens que d'une seule organisation, il est possible de recouper les renseignements à mes propres informations. Il est clair que les 99% des gens organisés à l'intérieur et à la périphérie de la guérilla sont Indiens. On peut dire qu'il y a eu osmose entre deux facteurs : d'une part le volontarisme politique d'une minorité ladino qui a fait son autocritique et analyse d'une nouvelle façon le rôle que joue cette majorité d'agriculteurs indiens dans le pays ; d'autre part, l'éclosion des luttes spécifiques paysannes indiennes dans les campagnes, organisées autour des noyaux chrétiens.

Elles s'expliquent par les contradictions économiques qui se sont développées dans toute la région : l'augmentation de la densité de la population sur les Hauts-Plateaux, le peu de devenir économique du pays, l'inflation galopante, le chômage croissant, le manque d'investissements étrangers, le mauvais fonctionnement du marché commun centro-américain, ont fait que ces gens que j'ai rencontrés se sont retrouvés devant une simple alternative : se battre ou se laisser mourir.

Il y avait déjà eu des insurrections indiennes dans le passé, mais sans organisations derrière, elles avaient été réprimées rapidement.

Actuellement les structures de base des communautés chrétiennes indiennes (elles-mêmes ayant une vie de migration entre la Côte Sud et les Hauts-Plateaux) se sont facilement confondues avec les noyaux de guérilla armée. Elles forment en effet des organisations naturelles idéales, avec leur tradition du secret, la participation de l'ensemble des éléments de la population, chacun à son niveau aux diverses tâ-



« J'ai vu, dans les zones où je suis allé, une population entièrement mobilisée. »

mes populaires.

Il faut dire que les Indiens savent qu'ils ont une culture différente et l'assument. Ils la revendiquent. Mais tous les Indiens que j'ai rencontrés dans la guérilla disaient que la lutte des Indiens et celles des Ladinos pauvres, était la même. Le seul problème, c'est les habitudes qui ont été créées depuis des siècles, qui font que les ladinos, en ma-

je. Je crois que pour les organisations de guérilla, la jonction des deux communautés dans la lutte est un facteur prioritaire. Sont-ils vraiment en train de la réaliser ? C'est une chose que l'on ne peut pas encore savoir.

Pour conclure sur ce point, je voudrais dire que pour moi, le Guatemala, c'est l'Afrique du Sud de l'Amérique, le pays de l'apartheid. Tôt ou tard, la majorité l'emportera. C'est une loi de l'histoire. Cela mettra peut-être des années, des siècles. Mais justement, puisque la guérilla a été prise en main par les Indiens, qu'ils ont déjà eu la patience d'attendre plus de quatre siècles, il m'a semblé qu'ils n'en étaient pas à quelques années près. Dans leurs chansons, il n'est d'ailleurs jamais dit « nous serons heureux », mais « nos fils seront heureux ».

Paris, le 2 / 12 / 1983

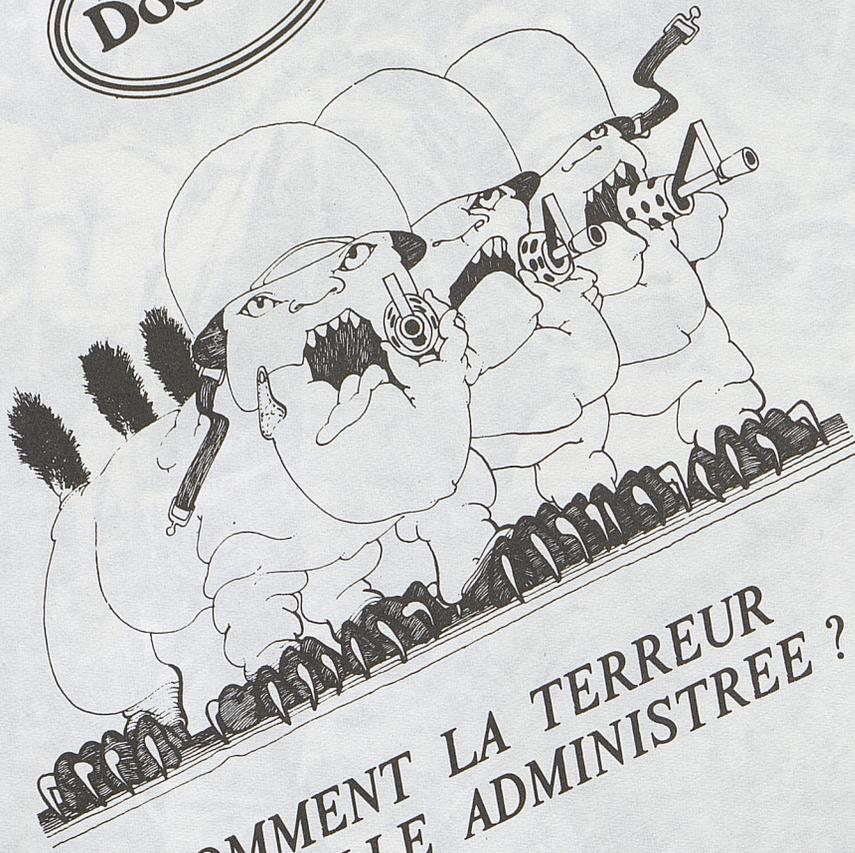
« POUR MOI, LE GUATEMALA,
C'EST L'AFRIQUE DU SUD DE L'AMÉRIQUE. »

ches, leur fonctionnement démocratique. J'ai vu dans les zones où je suis allé, une population entièrement mobilisée, du petit enfant au grand-père, chacun avec ses « tareas » (tâches). Car lorsqu'une famille passe à la guérilla, c'est toute la communauté ou presque qui suit. Rigoberta Menchù (1) explique comment l'autodéfense a commencé à se pratiquer dans les villages, sans que les gens soient des guérilleros : les trappes, les pièges... Ce sont les ar-

rité, se considèrent comme des êtres supérieurs aux Indiens, même lorsqu'ils sont au plus bas de l'échelle économique de la société. Cet aspect des choses est véhiculé par la langue espagnole qui est le symbole pour les Indiens de cet apartheid. C'est d'ailleurs sur cela que tablent les gouvernements qui se sont succédés au Guatemala pour affermir leur pouvoir : l'utilisation de cette fraction métisse, y compris pauvre, contre la majorité indien-

(1) Elisabeth Burgos, *Moi Rigoberta Menchù* éd. Gallimard - Paris - 1983.

Dossier



COMMENT LA TERREUR
EST-ELLE ADMINISTRÉE ?

Parler de la violation des droits de l'homme au Guatemala, c'est parler d'une des principales causes de la révolte populaire contre le régime. En effet, l'ampleur de la répression est telle qu'elle n'a pu que pousser la population à se révolter. Il n'est pas surprenant de noter que la première revendication de l'opposition guatémaltèque est le droit à la vie. C'est dire combien de générations ont été marquées par la terreur et l'arbitraire. Le dernier rapport d'Amnesty International — la situation des droits de l'homme dans le monde — est là pour nous le confirmer : avec plus de 100.000 assassinats depuis 1960, le Guatemala est cité le premier parmi les pays où les droits de l'homme sont violés. Cas parmi tant d'autres, le Guatemala se distingue par la durée et l'intensité du terrorisme d'État qui y sévit.

PRINCIPAUX ORGANISMES
INTERNATIONAUX
AYANT CONDAMNÉ LE GÉNOCIDE

Survival International. États-Unis.
Amnesty International. Angleterre.
Mouvement Mondial pour les Droits de l'Homme.
Angleterre.
Coordination des Comités de Solidarité avec l'Amérique Latine. France.
Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme
Terre des Hommes. Allemagne.
Internationale Socialiste.
Évêques Catholiques des États-Unis.
Association Latinoaméricaine pour les Droits de
l'Homme.
America's Watch Committee. États-Unis.
Council of Hemispheric Affairs. États-Unis.
Conseil National des Églises Chrétiennes et Confé-
rence des Évêques Catholiques. Canada.
MISEREOR. Église Catholique Allemande.
Troisième Commission de l'ONU.

Assemblée Générale de l'ONU.
Commission des Droits de l'Homme de l'ONU.
Parlement Européen.
Congrès Mondial des Droits de l'Homme. Costa
Rica.
Washington Office On Latin America. États-Unis.
Conseil Écumenique des Églises.
Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations
Unies.
Tribunal Permanent des Peuples. Espagne.
Mouvement des pays non alignés.
Corps National des Avocats et Comité des Avocats
contre l'intervention en Amérique Centrale. États-
Unis.
Union Syndicale des Travailleurs d'Amérique Lati-
ne.
Bureau International du Travail.
Fédération Latino-Américaine des Associations des
Parents de détenus-disparus.
Sous-Commission pour la prévention de la discrimi-
nation et protection des minorités. ONU.
Groupes de parlementaires du Pérou, République
Dominicaine, États-Unis, Canada, Allemagne, Suè-
de, Suisse, Espagne et autres pays.

Nés «de Facto», les régimes militaires successifs n'ont pu conserver le pouvoir que par l'exercice d'une répression féroce, s'accroissant au fur et à mesure que croît le mécontentement. Le maintien du statu-quo n'a pu se faire qu'au prix de l'application croissante du modèle contre-insurrectionnel comme politique d'État. On assiste à une généralisation de la répression, à travers la mise en pratique par le gouvernement de plans contre-insurrectionnels. Ainsi, toute l'histoire récente du Guatemala peut trouver une périodisation correspondant aux différentes phases de l'escalade de la violation des droits de l'homme. Aujourd'hui, on peut affirmer qu'aucune famille n'a été, de loin ou de près, affectée par cette violence. Depuis 1954, chaque gouvernement

s'est caractérisé par la mise en place de nouvelles formes répressives ayant atteint, avec les deux derniers présidents, le paroxysme du génocide.

Les multiples facettes et rouages de la machine coercitive ont été amplement décrits par des organismes guatémaltèques se préoccupant du respect des droits de l'homme, notamment la Commission des droits de l'homme du Guatemala et la commission des droits de l'homme du Comité pro-Justice et paix. Par de nombreux rapports et documentaires, ces dernières montrent et dénoncent les différents aspects que prend la répression, avec et à travers ses causes et ses modalités d'application. Principal résultat de ce terrorisme d'État : au nombre effarant de victimes déjà cité, viennent d'ajouter des centaines

de massacres, un million de réfugiés internes, près de 150.000 réfugiés externes. Mais il faut compter aussi les centaines de «disparus», emprisonnés et torturés dans les sous-sols des prisons de l'armée.

C'est pourquoi ce dossier a été fait : il tente, en quelques pages, de montrer comment se concrétise cette répression, afin que soit d'autant plus dénoncée la violation des droits de l'homme au Guatemala. ■

COMMUNIQUE

«Nous devons apprendre à respecter les positions et les thèses contraires, et à manifester les nôtres avec passion si l'on veut, mais avec respect, sans violence, sans injure, sans agressivité.» Ainsi s'exprimait Mejia Victores au lendemain de son coup d'État du 8 août ; citation reprise dans un communiqué du CUC (Comité d'unité paysanne), daté d'octobre 1983, qui ajoute clairement que «ce ne sont que des paroles, car les faits sont les suivants». Suit l'énumération d'exactions commises par l'armée guatémaltèque à l'encontre des paysans indiens Kekchies et Pocomchies. Occupation de camps de réfugiés, perquisitions de récoltes, bombardements, encercllements, massacres, la liste est longue.

Le 8 août, le jour même du coup d'État, «les troupes venant de Las Conchas et Salacun attaquèrent par deux endroits notre camp situé entre Cuxpemech et le village de Penas Blancas. Ils massacrèrent 32 personnes, 14 enfants, 9 femmes et 9 hommes, parmi lesquels plusieurs vieillards. Nous dûmes abandonner toutes nos affaires.»

Après l'avènement au pouvoir de Mejia Victores, la situation ne change guère. Un exemple parmi tant d'autres : le 23 août 1983, «un camp de réfugiés venant du village de Semuy, de la municipalité de Chisee, a été attaqué par l'armée. Ils ont assassiné 13 personnes dont deux familles complètes. Ils ont

tout détruit, détruisant des hectares et des hectares de maïs. L'armée venait de la base militaire de Coban. La population du village de Semuy avait déjà souffert d'un massacre le 20 septembre 1981, où 45 personnes moururent ; 5 femmes et 4 enfants furent mitraillés alors qu'ils tentaient de s'enfuir et 36 hommes furent fusillés au bord de la rivière.»

Non, la situation n'a guère changé. Elle empire. «L'armée nous encercle pour que nous ne puissions pas nous sauver et que les produits de première nécessité ne puissent nous parvenir. Depuis plusieurs mois, nous n'avons pas un grain de sel ni de sucre, et pas d'huile. Nous avons faim et froid, nous sommes malades, sans médicament ; nous n'avons pas de médicaments depuis près de deux mois nous mangeons des racines, des champignons, des vers, des herbes que nous ramassons dans les montagnes. Beaucoup de gens se couvrent avec des morceaux de plastique et nos enfants meurent de faim.»

Mais «Nous sommes fermes et avons décidé de continuer à défendre la vie de nos communautés, la vie de nos fils, nos vieillards, notre culture, nos coutumes et pour cela, nous ne céderons pas.» Le communiqué se termine sur un appel urgent à «développer la solidarité sous toutes ses formes possibles pour éviter l'extermination des peuples Kekchie et Pocomchi.»

Ainsi se termine ce témoignage du martyr vécu aujourd'hui par le peuple guatémaltèque. ■

UN EXEMPLE...

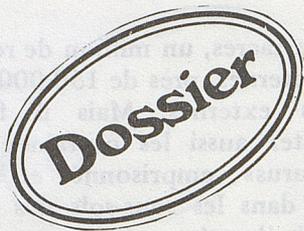
Paris, le 5 octobre 1983. Des informations nous arrivent : trente-cinq personnes portées disparues depuis plusieurs mois sont emprisonnées dans les sous-sols de la caserne «Justo Rufino Barrios», située à Guatemala-Ciudad. Kissinger arrive au Guatemala quatre jours après, le 9 octobre.

Les informations sont précises. On connaît le nom et la profession de chacun de ces prisonniers. Parmi eux se trouvent l'avocate Yolanda Urizar, la psychologue Ana Lucrecia Orellana. Leur état de santé est dramatique : ils subissent la torture depuis des mois et des mois. Le gouvernement guatémaltèque veut faire disparaître ces prisonniers politiques avant que Kissinger n'arrive, et que de possibles missions internationales d'enquête sur les droits de l'homme au Guatemala découvrent ces atrocités. En effet, les tribunaux d'exception ayant été dissous, ces personnes ne dépendent donc plus d'aucune juridiction : pour la «justice» guatémaltèque, elles n'existent plus.

En France, l'Assemblée nationale est alertée de cet état de choses. Des télégrammes sont envoyés au gouvernement, au ministère des Affaires étrangères, afin qu'ils interviennent pour tenter de sauver ces prisonniers.

Face aux dénonciations, la seule réponse donnée par le régime guatémaltèque reste celle qu'il avance inmanquablement depuis des années : il n'y a pas de prisonniers politiques au Guatemala. Ce qui signifie que, maintenant, si ces personnes sont encore en vie, Mejia Victores va s'attacher à les faire disparaître le plus rapidement possible, de façon que ses propos ne puissent jamais être démentis...

Aujourd'hui, nous n'avons plus de nouvelles de ces trente-cinq personnes ; trente-cinq, parmi tant d'autres... ■



LE PAYS DES CENT ORADOURS

Au Guatemala, la contre-insurrection a élevé le terrorisme d'État au rang de politique de gouvernement. Dans ce pays — cité par le dernier Rapport Annuel d'Amnesty International (dernier trimestre 1983) comme un des plus répressifs du monde — le nombre de victimes de la violence officielle dépasse les 100.000 depuis 1960.

A partir de 1963, la politique de terreur gouvernementale s'accroît de plus en plus, suivant les « nécessités politiques » du régime militaire. Sélective et intimidatoire au départ, la répression est devenue, avec le développement de la guerre interne, massive et punitive, s'étendant géographiquement à tout le pays.

Au cours des 20 dernières années, l'histoire du Guatemala a enregistré plusieurs massacres collectifs, tels qu'à Zacapa, de 1966 à 1968, ou à Sansirisy, en 1973. Mais c'est le massacre de Panzos, le 30 mai 1978 (où 130 paysans indiens furent tués par l'armée), qui inaugura la « période » de répression massive : à partir de là, les assassinats collectifs deviennent une pratique systématique des militaires guatémaltèques.

DE LA VIOLENCE SÉLECTIVE...

La brutalité du régime est mise à nue lors du massacre de l'ambassade d'Espagne, le 31 janvier 1980 : occupée pacifiquement par 27 paysans qui tentaient de dénoncer les atrocités de l'armée dans le département d'El Quiché (au nord du pays), l'ambassade a été rapidement encerclée par 400 policiers. Malgré l'intervention de l'ambassadeur, les policiers investissent l'immeuble et y mettent le feu. Il n'y eut que deux rescapés : l'ambassadeur d'Espagne et un paysan. Ce dernier a été enlevé le lendemain de l'hôpital où il était soigné, et son cadavre fut jeté d'un véhicule en marche, quelques jours plus tard, à l'entrée de l'université nationale. L'action de la police se solda par la mort de 39 personnes, dont tout le personnel diplomatique de l'ambassade, autre que l'ambassadeur.

Malgré le retentissement international du massacre de l'ambassade d'Espagne, et les multiples condamnations reçues par le régime, l'armée continue la répression, non seulement au Quiché mais dans tous les Hauts-Plateaux du pays.



Une façon de lutter contre le chômage : le travail forcé...

L'objectif poursuivi par les opérations militaires, surtout à partir de la contre-offensive lancée par l'armée à la fin de 1981, est celui de récupérer, à travers la terreur, une population qui participe activement à la résistance. Les opérations « punitives » prennent, alors, une telle ampleur, que la dictature guatémaltèque se voit accuser par beaucoup d'organismes internationaux de mener une véritable guerre d'extermination à l'encontre, notamment, de la population indienne.

... AU GÉNOCIDE

En effet, après le coup d'État du 23 mars 1982, qui porta au pouvoir le général Efraín Ríos Montt, les assassinats collectifs se succèdent à un rythme délirant, dans le cadre d'une campagne militaire de « terre brûlée » : entre mars et novembre 1982, il y a eu plus de 8.000 morts. Les formes de terreur consistent à torturer et massacrer publiquement, dans le but d'intimider

l'ensemble de la population : des groupes de paysans, atteignant parfois jusqu'à 500 personnes, ont été ainsi éliminés.

La description du massacre de San Francisco (département de Huehuetenango) illustre bien les procédés utilisés par l'armée. Le 17 juillet 1982, près de six cent soldats, dirigés par six officiers, encerclent et investissent le village. On sépare les hommes, qui sont regroupés dans un bâtiment du village : « Ensuite, les soldats réunissent les femmes et les enfants dans l'église — des enfants de tous âges. L'armée commence à tirer sur les femmes dans l'église. Les survivantes sont séparées de leurs enfants et emmenées par groupes dans des maisons où elles sont tuées à coup de machette. Plus tard, ils tuent les enfants. Un témoin a vu comment ils ouvraient le ventre des enfants avec des couteaux et, ensuite, les lançaient contre un mur pour leur briser le crâne ».

ne. Les soldats se reposent brièvement et commencent à exécuter les hommes. Ils les font sortir, leur attachent les mains, les poussent par terre et les fusillent dans cette position. Le massacre continue durant une heure et se termine en lançant des grenades sur les maisons. Deux survivants ont pu s'échapper de San Francisco, la nuit.» (*) En tout, 352 personnes furent assassinées.

On peut citer d'autres faits semblables à celui-ci, qui ont eu lieu en 1982 et 1983 : l'Union, Ixcán, 390 assassinés ; Pambach, San Cristobal, Alta Verapaz, 96 assassinés ; Plan de Sanchez, Rabinal, Baja Verapaz, de 200 à 250 assassinés ; Agua Fria, Uspantan, Quiché, environ 350 assassinés. Peten, San Marcos, Chimaltenango, Solola, sont aussi des départements où les massacres ont été constants les deux dernières années.

L'ampleur de la répression est telle qu'au Quiché, par exemple, des 19 villages existants avant dans le « triangle ixil » (Cotzal, Chajul et Nebaj) il n'en reste actuellement que 4 ! Près de quinze mille personnes ont ainsi été assassinées par les forces gouvernementales, entre le coup d'État du 23 mars 1982 et celui du 8 août 1983, qui porta au pouvoir le général Humberto Mejia Victores, jusqu'alors Ministre de la défense. Des milliers d'hectares cultivés ont été détruits et bombardés, pour tenter de soumettre la population par la faim.

L'application systématique par l'armée de la tactique de la « terre brûlée » dans les campagnes guatémaltèques, s'est traduite par l'anéantissement de villages entiers ; par la dévastation de

plusieurs régions du pays ; par l'apparition d'un million de réfugiés fuyant la répression à l'intérieur du pays ; par l'exode de 150.000 paysans vers le Mexique ; par la mise en place des villages stratégiques (les « hameaux modèles »), où l'armée concentre la population ayant survécu aux massacres ; etc. Plusieurs organismes internationaux estiment que, du point de vue juridique, la répression au Guatemala constitue un génocide au sens strict, dont les principales victimes sont les indiens.

LA POPULATION PRISE EN OTAGE

Avec la mise en place des « hameaux modèles », de nouvelles modalités de répression sont apparues. L'armée essaye ainsi de récupérer le contrôle sur la population des « zones en dispute », en plaçant celles-ci sous une stricte surveillance militaire, dont les principaux axes sont : l'obligation, pour la population de ces villages, de participer aux travaux décidés par l'armée dans chaque région, en échange de la nourriture ; l'obligation de présenter un laisser-passer militaire pour effectuer le moindre déplacement ; l'obligation de participer aux « patrouilles civiles », formées, encadrées et surveillées par les militaires, etc. Dans ces conditions, la population concentrée se trouve exposée aux menaces constantes de représailles, si elle ne manifeste pas une collaboration totale avec l'armée.

Pour ceux qui ont réussi à échapper à l'armée, les réfugiés internes, les menaces sont aussi permanentes. A la famine s'ajoutent les bombardements réguliers, les risques de rencontres avec

des patrouilles militaires, etc. Depuis le début de 1982, des communautés entières vivent en se cachant dans les bois, se déplaçant à travers les montagnes et ne mangent que des racines et des herbes, faute de pouvoir cultiver, exposées au froid et aux maladies, etc.

CONCLUSIONS

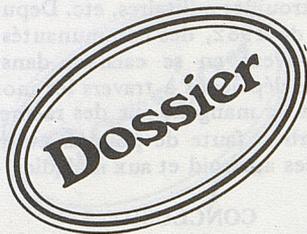
Les populations paysannes, essentiellement indiennes, sont déplacées et regroupées dans des univers concentrationnaires appelés « hameaux modèles ». A cet égard, le Chef d'État-major de l'armée reconnaissait, à la mi-septembre 1983, que celle-ci avait déplacé 17.000 paysans depuis le coup d'État du 8 août. Mais, quand l'armée ne déplace pas les populations, elle les encercle, comme ces derniers temps à Chimaltenango ou à Alta Verapaz, où l'on a découvert quelques cimetières clandestins. A Chichicastenango, un charnier fut découvert fin septembre, avec plus de 100 cadavres.

Et les exemples pourraient continuer, car depuis le dernier coup d'État, d'autres assassinats ont eu lieu, et d'autres seront commis demain... Il est, donc, impératif de briser le mur du silence qui entoure le drame du peuple guatémaltèque. N'attendons pas que ce silence devienne complicité : au Guatemala, les massacres continuent !

(*) Verdict du Tribunal permanent des peuples, session sur le Guatemala. Madrid, 27-31 janvier 1983. Édition en français par le Collectif Guatemala, p.14.

Diviser pour régner : les patrouilles civiles où les paysans sont enrôlés sous la menace.





QU'EST DEVENU

L'ARTICLE 43 ?

«L'État garantit comme droits inhérents à l'être humain, la vie, l'intégrité corporelle, la dignité, la sécurité de l'être humain et de ses biens.» Article 43 de la Constitution de la République guatémaltèque.

Bien que le statut fondamental du gouvernement du 23 mars 1982 reprenne pratiquement mot pour mot les libertés fondamentales, les garanties politiques et juridiques de la Constitution abolies, ses dispositions, de fait, ne sont qu'une façade.

Les droits humains, les libertés n'ont cessé d'être violés systématiquement et d'une manière permanente au Guatemala par le système de domination militaire dont souffre le pays depuis trois décades. Selon le rapport annuel d'Amnesty International, divulgué à Mexico le 25 octobre 1983, 100.000 personnes environ ont été assassinées et portées disparues pour des raisons politiques au Guatemala entre 1960 et 1983.

Ces violations sont graves car elles portent atteinte au droit suprême à la vie, dans le cadre d'une politique contre-insurrectionnelle conduite par les dictatures militaires qui se sont succédées depuis 1954. En juillet 1982, le gouvernement du général Efraín Ríos Montt créait les tribunaux d'exception, par lesquels étaient condamnée à mort toute personne coupable de délits et attentats contre l'intégrité et l'indépendance de l'État, coupable de détention d'armes et de munitions, coupable d'attentats contre la sécurité des services d'utilité publique, coupable de haute trahison, de génocide ou de terrorisme. Ainsi, conformément au décret 46/82, le 17 septembre de la même année, Jaime de Rosa Rodríguez, Julio Hernández Perdomo, Marcelino Marroquín et Julio César Vasquez Juárez furent condamnés à mort et fusillés sans que leurs juges ne leur aient permis de se défendre, ni même de faire appel à leur propre condamnation.

Aujourd'hui, devant l'avancée des forces révolutionnaires dans les différents secteurs de la ville de Guatemala, la capitale elle-même, «fenêtre du pays de l'éternel printemps sur le monde extérieur», est sévèrement frappée par la politique contre-insurrectionnelle du gouvernement.

Toutes ces formes d'atteinte aux droits de la vie individuelle sont réalisées par des groupes armés (militaires ou paramilitaires) ou des forces de sécurité qui opèrent à n'importe quelle heure de la journée ou de la nuit, dans

les maisons, sur les lieux de travail, dans les hôpitaux, etc., où bien souvent les victimes sont exécutées ouvertement, au regard de tous.

FINIS LES ESCADRONS DE LA MORT ?

Le 22 juillet 1982, face aux accusations portées par diverses instances humanitaires internationales, le colonel Ricardo Méndez Ruiz, ministre de l'Intérieur, déclarait qu'«Il n'y a pas de groupes paramilitaires financés par le gouvernement du pays. Peu après le 23 mars 1982, date à laquelle le gouvernement actuel a accédé au pouvoir, le général Ríos Montt a décidé de suspendre ces groupes organisés par le passé.»

Hormis l'élimination physique et immédiate des individus, la séquestration ou la détention illégales sont des méthodes anciennement utilisées au Guatemala. Dans la plupart des cas, le cadavre des personnes disparues apparaît quelque temps après sur une route, dans un champ, une rue ou un cimetière clandestin. Les corps affreusement mutilés laissent supposer les tortures les plus atroces.

À la mi-octobre, Antonio García Borrero, vice-président de la Fédération internationale des droits de l'homme, dénonçait l'existence de prisons clandestines au Guatemala, notamment la prison située dans les souterrains de l'ancienne École Polytechnique, 800 où 1000 personnes sont détenues illégalement et soumises à la torture (voir article page 12).

QUE DE CRIMES IMPUNIS...

Des menaces directes préviennent certaines victimes dont les noms peuvent apparaître sur des listes rendues publiques par des groupes paramilitaires ou escadrons de la mort (par exemple, l'ESA - Armée secrète anticommuniste). Mais bien souvent, les victimes seront exécutées sans aucune explication.



Jusqu'à aujourd'hui, aucun responsable de ces assassinats ou enlèvements n'a été traduit devant les tribunaux. Les familles des victimes, parfois contraintes à fuir ou à quitter le pays, n'osent pour la plupart aller identifier leurs cadavres par peur de représailles possibles. En vingt ans, l'application des recours légaux a permis une seule fois la réapparition d'un disparu.

Depuis le dernier coup d'État (8 août 1983) du général Mejía Victores, les exécutions sommaires sont supprimées par ordre gouvernemental, abolissant la loi des tribunaux d'exception, dans un effort évident pour diminuer le nombre de critiques contre le régime militaire. Pourtant, le 19 septembre, monseigneur Ramiro Pellecer témoigne : «Nous avons noté ces derniers jours une escalade de la violence dans le pays : on découvre de toutes parts des cadavres de Guatémaltèques torturés et assassinés.»

Dans son rapport (juillet-octobre 1983) présenté devant l'Organisation des Nations-Unies, la Commission guatémaltèque des droits de l'homme déclare : «Que l'assemblée générale des Nations-Unies exprime son désir que soit reconnu pleinement le droit à l'autodétermination du peuple guatémaltèque en ce qui concerne son droit de changer le système politique, économique et social.»

UNE MISSION PERILLEUSE

Le 26 septembre 1983 atterrit à l'aéroport de Guatemala-Ciudad l'avion dans lequel se trouve Antonio Garcia Borrajo, vice-président de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et président de la Ligue espagnole des droits de l'homme. Sa mission : il est envoyé par la FIDH pour enquêter sur le cas de seize personnes disparues, et principalement « connaître les causes et les conditions de la disparition de l'ingénieur agronome Jolge Alberto Rozal Paz, obtenir sa libération et le ramener dans sa famille ». (1)

Antonio Garcia Borrajo quittera le Guatemala un mois après, le 2 novembre 1983, il n'a pu mener son travail à terme : sa vie était en danger.

Le rapport fait par A. Garcia Borrajo fourmille de preuves, donne des dates, des lieux concernant l'enlèvement et la détention de personnes disparues par l'armée guatémaltèque. Il apporte avec certitude le nom de plusieurs prisons clandestines se trouvant dans certaines casernes militaires, confirmant ainsi définitivement leur existence, sans cesse niée par le gouvernement guatémaltèque. (2)

Ce dossier sera prochainement présenté devant les Nations-Unies qui, espérons-le, conclueront à l'unanimité à la condamnation d'un gouvernement qui viole, chaque jour, les droits de l'homme.

LES PREUVES IRRÉFUTABLES...

Les sources d'informations sont diverses : rapports de la Commission des droits de l'homme du Guatemala, familles des disparus, mais aussi témoins oculaires qui ont réussi à s'évader des prisons clandestines, participants à des enlèvements qui n'ont pas su « tenir leur langue ». Comme, par exemple, Alfonso Ortiz, boucher de sa profession, membre actif et responsable régional du MLN*, qui contacta l'armée pour qu'elle procède à l'enlèvement de J. A. Rozal Paz.

Ce dernier, ingénieur agronome âgé de trente-six ans, marié, père d'une fille de onze ans et dont la femme est enceinte de quatre mois, a disparu sans laisser de trace. Sa famille avec laquelle A. Garcia Borrajo était en contact était entièrement prête à l'aider à le retrouver. Pourtant, « quelques jours plus tard, nous avons trouvé une famille terrorisée qui, les larmes aux yeux, ne pouvait nous aider dans notre intervention et désirait quitter le Guatemala le plus vite possible, car notre présence et notre intervention commençaient à mettre leur vie en danger. »

On découvrira que Rozal Paz a très exactement été enlevé le 12 août 1983 entre 17 et 18 heures par des hommes habillés en civil. Tous les rouages de son enlèvement seront décortiqués, ainsi les différents contacts pris par Alfonso Ortiz avec des responsables militaires pour organiser sa disparition. On

le retrouve ensuite dans les sous-sols de l'ancienne École Polytechnique de l'armée guatémaltèque qui est utilisée aujourd'hui comme prison et centre d'interrogatoires. D'autres personnes disparues sont retrouvées dans cette école qui est maintenant le quartier général des services de renseignement de l'armée.

D'autres personnes sont « retrouvées », d'autres prisons sont découvertes. Partout sont subis interrogatoires et tortures. Garcia Borrajo compte huit cents personnes qui, dans ces conditions de détention effroyables, sont quasiment « irrécupérables ». Certaines quittent parfois ce monde de tortionnaires pour celui de la folie...

... D'UNE RÉPRESSION SANS LIMITES

Parmi les « officiels » qu'il rencontrera, A. Garcia Borrajo sera reçu « par l'ambassadeur des États-Unis, qui a été très sévère dans son appréciation du comportement des autorités guatémaltèques, manifestant qu'il n'y avait rien à en attendre, qu'il s'agissait de personnes fausses, cyniques et sans conscience. » Dires qui se confirmeront amplement, A. Garcia Borrajo pourra le vérifier par lui-même...

« Dans mon cas personnel, j'ai reçu toute une série de menaces (...), comme des appels téléphoniques. » « J'ai dû abandonner le Guatemala sur ordre des autorités de ce pays, qui ont tenté de m'enlever à deux reprises, réussissant à m'échapper pour me réfugier à l'ambassade de France. » (3) Ambassade qui le protégera jusqu'à son départ du Guatemala, et qui confirme, par la

voix de Louis Deblé, ambassadeur de France au Guatemala, toutes les accusations portées par Antonio Garcia Borrajo contre le gouvernement guatémaltèque. (4)

Il avait déclaré à son arrivée qu'il n'avait fixé aucune date pour quitter le Guatemala, et que son travail ne serait terminé que « lorsque je verrais que la majorité des disparus sont retournés dans leur foyer. » Les autorités guatémaltèques ont fixé cette date pour lui, et leurs dénégations grossières ne font qu'en apporter la preuve. Que penser, lorsque le colonel F. Edgar D'jalma Dominguel déclare que Garcia Borrajo « fait le jeu du communisme international et de la subversion » ? Et qu'ajouter, quand Andrade Diaz-Duran, chancelier, précise : « je crois qu'il est mal informé et qu'il ne peut objectivement qualifier ce qui se passe au Guatemala » ?

Les doutes se dissipent totalement quand ce même chancelier proclame « Nous garantissons notre effort pour le respect des droits fondamentaux de l'homme. » (5)

Se référant à ces criminels, que ce soit Mejia Victores lui-même, ses complices, ou tous ceux qui participent d'une façon ou d'une autre à la violation systématique des droits de l'homme au Guatemala, la conclusion de Garcia Borrajo se passe de commentaires : « Je les accuse et affirme que leurs crimes horribles contre l'humanité ne seront jamais prescrits, et qu'un jour ils devront en répondre devant des magistrats authentiques de leur pays et dans leur pays. La conscience universelle du citoyen les a déjà jugés et les déclare COUPABLES ! » ■

(1) Voir mandat donné au Docteur Antonio Garcia Borrajo par la Fédération internationale des droits de l'homme qui mentionne « l'intérêt qu'a la Direction des droits de l'homme du Conseil de l'Europe (représentant 21 nations) dans la solution favorable et humaine de ce cas ».

(2) Voir « Mission spéciale au Guatemala pour enquêter sur les droits de l'homme et en particulier sur les disparitions forcées et

involontaires », octobre 1983, par le Dr. Antonio Garcia Borrajo.

(3) EFE, La Hora, 27 octobre 1983.

(4) Libération, le 26 octobre 1983.

(5) Inforpress numéro 566 du 3 novembre 1983.

*MLN : Mouvement de libération nationale (extrême droite).

SOLIDARITE

A SUIVRE...

Nous nous devons tout d'abord de saluer l'apparition d'un collectif Guatemala à Montpellier, et aussi celle du Comité Amérique centrale de Bourges. Dans la série des bonnes nouvelles, mentionnons aussi le succès qu'a rencontré, pour ce qui est de Paris, la journée d'action nationale du 19 novembre.

Pour ce qui est de notre « campagne » visant à la parution dans la presse d'un appel de la Coordination nationale de solidarité avec le peuple du Guatemala, les résultats sont minces pour l'instant. Nous avons très peu de nouvelles de ce qui a été fait dans les autres comités, et pour ce qui nous concerne, nous dépasserons largement les délais que nous nous étions imposés au départ, à savoir le 15 décembre (voir ci-contre l'appel paru dans « le Matin » du 22 décembre 1983).

Il est vrai que l'organisation de la journée d'action du 19 novembre a occupé tout le monde, mais, de plus, les délais que nous nous étions fixés étaient peut-être un peu courts, tenant compte de tout le temps que demande la récolte de signatures. Tout cela ne nous empêchera pas de pouvoir faire un bilan complet et détaillé (dans la mesure de nos possibilités...) de cette initiative pour le prochain numéro de « Solidarité Guatemala ».

Par contre, la campagne « Pour la construction d'un nouveau Guatemala » semble destinée à un meilleur avenir. Le tract national, l'affiche nationale, les bons de soutien sont prêts. Et à la disposition de tous.

Plusieurs comités se sont déjà inscrits dans cette campagne de longue haleine. Des tracts, des affiches, ainsi que des bons de soutien ont été diffusés dans différentes villes. Le compte bancaire de la campagne se porte bien, merci. Si tout se passe comme prévu, nous devrions d'une semaine à l'autre, pouvoir envisager sérieusement et concrètement une tournée en France dans le cadre de cette campagne.

A bientôt peut-être et... bon courage pour 1984 !

Pour tout versement à la campagne économique de l'URNNG :
Compte n° 200-289-46
Collectif Guatemala « Campagne Guatemala »



Meeting du 21 novembre : la parole est à un membre du CUC.

Lors de la dernière coordination Nationale des comités Nicaragua et Guatemala, à laquelle participa le secrétariat national des comités Salvador, le 19 novembre était décidé journée nationale d'action pour lutter contre l'intervention nord-américaine en Amérique Centrale. Les événements survenus dans l'île de Grenade à la mi-octobre, accentuèrent la nécessité de lutter contre l'intervention nord-américaine en Amérique Centrale et dans les Caraïbes.

A Paris, de nombreuses personnalités, associations, partis politiques et syndicats appelèrent à cette initiative. Le 19, à 17h30, sur la Place de la Concorde, devant l'Ambassade nord-américaine, les cortèges arrivaient au rendez-vous.

A 18h30, la délégation composée de trois personnalités devant apporter notre appel signé à l'ambassadeur, revenait sans avoir été reçue. Mais les 5.000 personnes présentes ne s'avouaient pas vaincues et défilèrent en cortège jusqu'à l'Opéra.

Pour le 21, les comités de Paris décidèrent d'organiser un meeting afin de prolonger et de confirmer cette action. A ce meeting, appelé par les mêmes signataires que pour la journée du 19, participaient l'Ambassadeur à Londres de Grenade, le Père Ernesto Cardenal (ministre de la Culture du Nicaragua) un représentant du FMLN FDR en

France pour le Salvador et un membre du Comité d'Unité Paysanne du Guatemala.

Suite à ces quatre interventions, l'Association France-Cuba et Française Ruellan (pour la solidarité) s'exprimèrent.

Yvan Dautin et le groupe chilien Pehuen manifestèrent leur solidarité en animant une partie artistique.

De nombreux messages de solidarité émanant de France et d'Europe furent lus lors de ce meeting auquel participèrent 2.000 personnes.

A L'AIDE !!

Le développement de la solidarité envers la lutte du peuple guatémaltèque demande un effort croissant dans le domaine de l'information. Le Collectif Guatemala de Paris, ne pouvant faire face seul à ce travail compte organiser une équipe de traducteurs-traductrices afin de transcrire des textes de l'espagnol en français ; les relations s'établissant par courrier ou téléphone. Alors... en espérant que des lecteurs nous aideront à constituer cette équipe.

Solidairement vôtre : Collectif Guatemala.



Le monde des ânes

La troupe de théâtre guatémaltèque «teatro vivo» a terminé en France, en décembre dernier, une tournée commencée six mois plus tôt au Canada. Cette troupe fut au centre d'un mouvement pour le développement de la culture populaire impulsé au Guatemala, notamment à travers le front des travailleurs de la culture. Ils avaient ainsi réalisé plus de 300 représentations de leur pièce «le monde des ânes» à travers tout le pays. Cette expérience permettait d'amener le théâtre vers des secteurs de la population qui n'avaient jamais eu auparavant la possibilité d'y accéder : quartiers populaires, villages paysans, usines, prisons, etc...

En 1980 la répression gouvernementale frappa violemment les artistes comme l'ensemble des travailleurs de la culture ; en août, teatro vivo doit s'exiler. Depuis, il voyage à travers le continent américain, et aujourd'hui en Europe, présentant ses œuvres, enrichissant son expérience des apports de nombreux maîtres ou groupes de théâtre populaires qu'il côtoie, tout en affir-

mant son identité : guatémaltèque et latino-américaine.

«Le monde des ânes», une création collective de teatro vivo développe en cinq tableaux une satire des situations quotidiennes qui montrent le haut degré de déshumanisation et de manipulation dont l'homme peut être l'objet. En France, 4 représentations ont été données entre le 6 et le 13 décembre : Paris, Mantés la Jolie, Albi et Rennes.

Le jeu de scène est une performance vivante et amicale. Ces 4 acteurs aux pieds nus exploitent si largement le mime, l'expression corporelle avec un rien d'accessoires, que le message et l'humour passent, indifférents aux barrières linguistiques. Le but de teatro vivo à travers son travail artistique : Produire un théâtre de qualité, en prise sur la réalité sociale qui serve à sa transformation et œuvre au changement.

Ils nous ont montré que la culture est aussi un moyen de lutte. Bravo à teatro vivo. Nous espérons les revoir bientôt.



Paru dans « le Matin » du 22 décembre 1983.

PUBLICITE

AU GUATEMALA, LES MASSACRES CONTINUENT

Les cadavres de personnes torturées, mutilées, continuent d'apparaître au bord des routes ou dans les cimetières clandestins. La politique de « terre brûlée », les déplacements forcés de milliers de paysans indiens fuyant la répression, la création de « hameaux stratégiques » et de « milices paysannes » servant de bouclier à l'armée continuent.

Le silence, voire la complaisance, d'une partie de l'opinion mondiale à propos du Guatemala continue.

Les gouvernements qui se succèdent depuis 1954 sont les responsables de cette escalade de la terreur qui a atteint aujourd'hui les dimensions d'un génocide. Durant de longues années, ils ont agi en toute impunité.

Les règlements de comptes et la « chasse aux sorcières » qui marquent la fin de la période démocratique se sont transformés en répression systématique à partir de 1966. Ainsi, la Commission des droits de l'homme du Guatemala estime à plus de 13 000 les assassinats commis entre le début et la fin du régime de Rios Montt.

Le 8 août 1983, un nouveau coup d'Etat amène au pouvoir le général Mejia Victores. Et d'autres assassinats et massacres ont eu lieu, et d'autres seront commis demain...

Il faut y mettre fin ! Le droit à la vie, le droit de vivre dignement en paix doivent être reconquis ! Briser le mur de silence qui entoure ce drame est un impératif pour arriver à ce but.

C'est pourquoi nous demandons à tous ceux qui, d'une façon ou

d'une autre luttent pour la défense des droits de l'homme, de condamner les atrocités commises par le gouvernement guatémaltèque, aujourd'hui représenté par le général Mejia Victores ; de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils s'abstiennent de fournir des armes et toute autre forme d'aide au Guatemala aussi longtemps qu'il sera fait état de violations graves des droits de l'homme dans ce pays.

Paris, le 25 septembre 1983

Coordonation nationale de solidarité avec le peuple du Guatemala

ASSOCIATIONS :

- AVOIR FAIM
- CIMADE
- FRANCE - AMERIQUE LATINE
- FRERES DES HOMMES
- CEDETIM

ORGANISATIONS :

- PARTI SOCIALISTE
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
- LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
- FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE

PERSONNALITES :

- MAURICE BARTH, prêtre
- SIMONE DE BEAUVOIR, écrivain
- MARCELLE BERNARD
- YVES BUANNIC, prêtre

- REGIS DE CASTELNAU, avocat

- JEAN CARDONNEL, écrivain
- ROBERT DAVEZIES, prêtre
- MONIQUE ETIENNE, animatrice culturelle
- FRANÇOIS GEZE, éditeur
- DANIEL GUERIN, écrivain
- EDMOND JOUVE, juriste
- ALAIN KRIVINE
- DENIS LANGLOIS, écrivain
- MICHAEL LOWI, sociologue
- COLETTE MAGNY, chanteuse
- BERTRAND MAIN
- ROBERT MONT D'ARGENT-
- JEAN-LOUIS MOYNOT
- PHILIPPE RODRIGUEZ
- MIJO THOMAS
- CAMILLE JALLIN
- BERNARD VALON
- SYLVIE VADUREAU



LA MODERNISATION

CONSERVATRICE

Comme tous les ans, différentes institutions nationales et internationales produisent des statistiques qui permettent d'apprécier une situation économique et surtout de projeter une politique prospective pour 1984. Au Guatemala, pays où gouverne une dictature militaire institutionnalisée, enracinée dans l'appareil d'Etat depuis 10 ans, quelle politique économique compte-t-on appliquer ? de quelles ressources financières pourra disposer le régime pour poursuivre le génocide ?

La crise économique au Guatemala c'est avant tout près de la moitié de la population active au chômage et dont on craint que la grande majorité ne manque de travail d'appoint. En effet, la crise de l'économie capitaliste se double d'une déstructuration des économies paysannes et artisanales (souvent confondues). Dans les zones de l'altiplano, là où l'application de la politique contre-insurrectionnelle s'est traduite par la mise en œuvre de la PAAC (programme d'aide aux aires en conflit), la concentration de la main-d'œuvre paysanne-indienne dans les hauteurs stratégiques, permet le développement du réseau d'infrastructures militaro-économiques par : l'imposition d'une dépendance alimentaire totale vis-à-vis de l'état militaire, le désenclavement monétaire de ces populations par l'élimination de leur production de subsistance et enfin (et surtout) l'extorsion d'un travail gratuit.

La principale répercussion de ces mesures dans le reste du pays a consisté en un afflux de main-d'œuvre et donc à l'abaissement de son coût. Sensible dans l'ensemble du secteur agro-exportateur, il a permis notamment aux producteurs de café de retrouver une nouvelle compétitivité, augmentant de 30% leur quota d'exportation sur le marché mondial.

Ceci est important car que ce soit les mines, le pétrole ou l'agriculture, leur rôle stratégique dans l'approvisionnement du pays en devises leur confère un pouvoir dirigeant récemment confirmé par la teneur des réformes fiscales dont ils apparaissent comme les principaux bénéficiaires. Mises au point sous le gouvernement de Rios

Montt, elles sont poursuivies par le général Mejia Victores sous le contrôle du FMI. Sur ce point seule la tactique a changé : elles sont accompagnées de l'ouverture de nouveaux champs de valorisation capitalistes dans les secteurs miniers et pétroliers qui promettent, grâce à des législations ultra libérales, de garantir des profits élevés aux investisseurs potentiels. Ainsi le pillage des ressources naturelles susceptibles d'être mises en valeur par une main-d'œuvre devenue pléthorique représente la contrepartie nécessaire à la constitution d'une nouvelle assise fiscale de l'état militaire guatémaltèque, essentiellement basée sur le marché interne.

Au cœur du financement de l'Etat (90% de ses revenus) la réforme de la fiscalité met en évidence les lignes directrices de la restructuration capitaliste en cours. Élevée pour la première fois au rang de loi de finance, son objectif majeur réside dans la régulation des ressources financières de l'Etat (en baisse depuis 1981) tout en favorisant la centralisation - concentration des capitaux dans les secteurs industriels et commerciaux. De quelle manière ? En centralisant les prélèvements fiscaux on transforme 300 impôts en un seul, l'impôt sur la valeur ajoutée (IVA) au titre de la lutte contre la fraude fiscale (estimée entre 40 et 60%) qui fera porter l'essentiel de la nouvelle charge aux consommateurs composés des classes moyennes et populaires et on élimine toute progressivité dans l'imposition des entreprises. Or la situation de ces dernières est catastrophique et s'est encore aggravée récemment par la suspension des programmes de l'Etat (travaux publics notamment) et surtout

par l'isolement commercial du Guatemala au niveau régional. La rupture avec le MCCA* signifie une réduction drastique des débouchés des produits industriels guatémaltèques. Les nouvelles séries de faillites et de licenciements qu'elle va provoquer conduira inévitablement à la dévalorisation des moyens de production et favorisera son rachat et sa concentration à des prix dérisoires. A cette œuvre de modernisation capitaliste des acteurs politiques et économiques dominants, les organismes internationaux participent activement. Ces crédits peuvent être considérés comme la contribution charnière vers la construction d'un système de domination modernisé.

Sa récente exclusion du mini plan «Marshall» pour les Caraïbes montre qu'il s'agit pour les États-Unis de parer au plus pressé malgré la gravité de la crise économique au Guatemala, pays le moins endetté de la région et qui dispose encore d'un certain crédit.

En conclusion les choix économiques dans le sens d'une plus complète intégration de l'économie au marché mondial ne peuvent qu'aggraver les conditions de vie de la grande majorité des guatémaltèques. Seule une alternative populaire, nationale et démocratique peut renverser cette tendance en inversant l'ordre des priorités : Développer le marché intérieur en contrôlant les relations économiques avec l'extérieur.

*MCCA : Marché commun centre-américain.